



LA PART DU RÊVE !

Lors des deux tournées sur le sens de l'engagement social tant individuel que collectif, les personnes et groupes rencontrés ont dégagé cinq éléments qui sont au cœur de l'engagement social, qui fabriquent du sens et permettent de garder le souffle. Ces cinq éléments sont notre histoire collective de luttes sociales, les valeurs que nous portons, les appartenances que nous développons, les processus qui se vivent dans l'engagement social et le projet de société à bâtir. Dans ce texte, nous nous attarderons à approfondir l'élément du PROJET DE SOCIÉTÉ.

Un horizon de sens

Pour les personnes rencontrées lors de la démarche, le « projet de société » est significatif pour nourrir le sens de l'engagement social, car il porte l'espoir du changement. Pour s'engager à changer le monde, il faut croire, espérer que le changement est possible. « Ensemble, de toutes les générations, de toutes les croyances et provenances, nous croyons qu'il est important de transmettre notre espérance qu'un autre monde est possible, dans la richesse de nos différences. »¹

Le projet de société dont on rêve peut se déployer de multiples façons, avoir des accents différents et être adapté à notre culture, mais il porte des valeurs et des croyances semblables liées à la dignité humaine, la justice, la paix, l'égalité, la solidarité, la liberté et l'écologie. Il rejette toutes formes d'exploitation, d'oppression, d'aliénation et d'exclusion.

¹ Déclaration commune d'un groupe de personnes participantes, Démarche Ça nous touche, on bouge ! La suite, Québec, 2007.





Nos projets de société sont des espaces perpétuellement ouverts sur un avenir toujours en devenir. Nous ne pourrions pas dire un jour, une fois pour toutes, voilà nous y sommes ! L'expression le dit, c'est un **PROJET**, toujours en construction, en mouvement, demandant des ajustements continus à une réalité toujours en évolution.

Le capitalisme se caractérise par une adaptabilité exceptionnelle et une capacité d'exploiter et d'exacerber les différents types d'inégalités sociales dans pratiquement toute la diversité des contextes à l'échelle mondiale. Par ailleurs, les formes que prennent ces exploitations sont en continuelle transformation. Le capitalisme s'appuie sur des dogmes énoncés comme des vérités immuables : une liberté de marché sans entrave ; une croissance des profits à l'infini ; la nécessaire compétitivité des entreprises ; l'efficacité du privé à offrir le meilleur rapport qualité/prix ; la primauté des libertés individuelles sur les droits collectifs ; la consommation comme gage d'émancipation et de bonheur... Le capitalisme néolibéral qui domine le monde actuellement tente de nous enfermer dans sa doctrine économique qu'il sait adapter dans un discours trompeur et récupérateur qui masque sa visée réelle. Dans cette perspective, le néolibéralisme serait la meilleure et l'ultime recette pour assurer le bien-être du monde ! Bref, « une recette ancienne servie à la moderne ».

Notre projet de société progressiste, centré sur les valeurs mentionnées précédemment, ne peut être source d'enfermement. C'est pourquoi, au cœur du projet de société, il y a le rejet de la fatalité.





Rejeter la fatalité

Dans un monde où les seuls rêves promus de façon exacerbée sont des rêves individuels de richesse et de réussite sociale, il y a quelque chose d'éminemment subversif à rêver collectivement d'un monde où « tout homme, toute femme et enfant ont les mêmes droits au respect, à la dignité, à la liberté de rêver et de s'épanouir pleinement sans contrainte et dans la paix. »²

« Des pauvres, il y en aura toujours. » Voilà une petite phrase, savamment répandue, qui représente bien la force de persuasion du système capitaliste. Au plan individuel, on la justifie de plusieurs manières : la paresse, le manque d'intelligence, la malchance, l'hérédité, la sélection naturelle même... Elle enferme les personnes en situation de pauvreté dans une fatalité encouragée et entretenue par le système économique dominant. On se permet même d'extrapoler cette justification à des groupes et des peuples.

Pourtant, au plan mondial, en 1974, les sociétés occidentales s'étaient engagées à consacrer 0,7% de leur produit intérieur brut (PIB) pour éradiquer la pauvreté dans le monde en l'an 2000 (2,7 milliards de personnes vivant avec moins de 2\$ par jour). Très peu de sociétés l'ont véritablement fait, préférant consacrer leurs ressources au développement d'une économie libéralisée pour les quelques 700³ grandes multinationales de ce monde. Ce rêve réalisable a été réaffirmé en 1995 avec un nouvel échéancier (2020) et de nouveaux objectifs. Puis, en 2000, la Banque mondiale, appuyée par les riches pays occidentaux, décrète une « nouvelle politique de la pauvreté », échéant cette fois en l'an 2015, qui réduit l'objectif à la moitié du nombre de personnes vivant dans la pauvreté absolue, soit avec moins de 1\$ par jour, (650 millions de personnes).

Pourquoi diminuer ces objectifs alors qu'on assiste à un accroissement toujours plus grand de la richesse mondiale ? Elle est passée de 25 000 milliards \$ en 1995 à 33 000 milliards \$ en 2004 pour augmenter davantage les années subséquentes. D'ailleurs, dans un document d'information publié par OXFAM en janvier 2018, « le nombre de milliardaires a connu l'année dernière sa plus forte hausse de l'histoire, avec un nouveau milliardaire tous les deux jours. Leur richesse a augmenté de 762 milliards de dollars en douze mois. Ce boom incroyable équivaut à sept fois le montant qui permettrait de mettre fin

² Idem, Lanaudière, 2007

³ Hassan, Gabriel, 207, Les multinationales contrôlent-elles le monde ? dans Alternatives économiques, Hors-Série, no. 112, 01/10/2017.
<https://www.alternatives-economiques.fr/multinationales-controlent-monde/00081096>, consulté le 6 février 2019.





à la pauvreté extrême dans le monde. 82 % des richesses créées dans le monde l'année dernière ont bénéficié aux 1 % les plus riches, alors que la situation n'a pas évolué pour les 50 % les plus pauvres »⁴.

Selon le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'éradication de la pauvreté nécessiterait des investissements de 70 milliards \$ annuellement pendant 10 ans. « En réalité, la raison du revirement est due au changement idéologique radical intervenu chez les classes dirigeantes. (...) Elles ne croient plus, si elles y ont cru, au droit à la vie pour tous, à l'idée que l'on puisse éradiquer la pauvreté par des actions prises au niveau des États et par la communauté internationale et que l'on puisse réaliser une justice sociale partagée par tous et toutes. Elles ne croient qu'à l'initiative des individus, à leur responsabilité. »⁵

L'accumulation et la concentration des profits et des privilèges ne sont pas un projet de société acceptable. À cela, nous opposons une vision du monde basée sur des valeurs sociales qui participent à construire une humanité qui reconnaît les droits fondamentaux à la vie et à la dignité. « Nous avons refusé le rêve de pouvoir et de profits égoïstes, pour créer une économie solidaire où chacun et chacune reçoit selon ses besoins et donne selon ses moyens. »⁶

⁴ OXFAM, 2018, Partager la richesse avec ceux et celles qui la créent, p.2

https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file_attachments/bp-reward-work-not-wealth-220118-fr.pdf

Consulté le 6 février 2019

⁵ R. Petrella, Désir d'humanité, Le droit de rêver, Éd. Écosociété, 2004, p. 117

⁶ Parole d'un groupe de personnes participantes, tirée du rapport global « Ça nous touche, on bouge ! La suite », CPRF 2007, p. 26





Un héritage à transmettre

Nos projets de société visent l'avenir, mais ils ne se construisent pas à partir de rien. Ils sont en fidélité à des projets déjà en marche, légués par tous ceux et toutes celles qui nous ont précédés et qui ont lutté pour faire advenir une société priorisant les valeurs mentionnées précédemment. Nous sommes responsables d'un héritage de luttes et de défense des droits humains à faire grandir et à faire fructifier pour le transmettre, avec la même passion, aux générations futures. Comme celles et ceux avant nous, nous sommes des relayeurs et relayeuses. Le travail accompli par celles et ceux qui nous ont précédés donne un sens à ce que nous protégeons et proposons pour aujourd'hui. Et c'est ce sens du bien commun, du vivre-ensemble que nous relayerons aux générations futures. Au cœur du projet de société, il y a la confiance en l'avenir et la confiance dans les autres parce qu'il est porteur et témoin des luttes passées qui ouvrent l'avenir.

Ça commence aujourd'hui même !

Notre projet de société ne nous interpelle pas seulement en fonction d'un horizon futur. Il est porteur de sens parce qu'il interpelle nos façons d'agir et d'être ensemble aujourd'hui. On essaie de vivre maintenant les valeurs et les options qui sont au cœur de nos rêves d'une vie et d'une société plus juste et équitable pour tous et toutes.

Nous avons un devoir de cohérence qui nous pousse à prioriser la qualité des rapports humains et du rapport avec la nature, la transparence, la démocratie... Nous avons également un devoir de solidarité : « l'engagement de chacun et chacune est essentiel pour atteindre nos objectifs de liberté, d'équité, d'ouverture, de respect et de solidarité... »⁷

L'appel solidaire des mouvements sociaux du Forum social québécois de 2007 nous rappelle également l'importance d'être « uniEs dans notre volonté de travailler ensemble, sur tous les terrains, y compris dans les coins, pour faire une société plus juste, plus écologique et plus humainement prospère pour tous (...) ».

Deux rôles nous interpellent dans la construction du projet de société. L'un d'eux est celui de la vigilance pour ne pas perdre le terrain gagné dans la reconnaissance des droits humains et du bien commun. L'autre rôle nous engage à proposer le rêve d'un autre monde possible.

⁷ Extrait de «La grande déclaration Jeunesse», Université d'été de l'Institut du nouveau monde, 2008.





Le droit de rêver

Dans sa démarche citoyenne «Couvrir les besoins essentiels et sortir de la pauvreté au Québec», le Collectif pour un Québec sans pauvreté a identifié comme besoin vital «la part du rêve» dans la couverture des besoins essentiels. Les personnes participantes ont fait ressortir que « rêver est aussi essentiel et important à la santé que dormir et les rêves des uns et des autres ne sont pas les mêmes. » Cette « part du rêve » prend la forme de réalités concrètes et terre à terre pour les personnes en situation de pauvreté : un petit 25 \$ pour du jardinage, aller visiter la parenté immédiate, le droit aux vacances et au repos ou encore... aller chez le dentiste. La réalisation de ces rêves parle des droits, bien avant que de parler de luxe ou de fantaisie. Le rêve fait partie du droit à la vie. Comme le disait le poète Aragon, « l'homme (la femme) qui a des rêves ne meurt pas. »

Ricardo Petrella, dans son livre « Désir d'humanité, Le droit de rêver » nous démontre de façon très convaincante que l'un des plus grands torts faits par le système capitaliste est de nous confisquer le droit de rêver. Dans nos sociétés, on a réduit la politique à un instrument pour favoriser les lois du marché mondialisé. « Les forces créatrices d'un futur différent du présent sont acceptées à condition qu'elles soient cohérentes avec les logiques et les intérêts du système en place. (...) Il s'agit d'une créativité et d'une innovation compétitives, fondées sur la rivalité et l'exclusion en vue de l'élimination du concurrent et de la marginalisation des perdants. »⁸ On nous a convaincuEs que la politique est avant tout une affaire de gestion en fonction de moyens et de résultats (comment et combien ?) plutôt qu'une question d'échelle de valeurs, de finalités et d'un projet commun et solidaire (pour qui et pourquoi ?). Et dans cette logique, tout doit être géré comme une entreprise : les États, nos hôpitaux, nos écoles, nos services publics, et même nos projets et nos organisations...

Les multiples critiques qui ont fusé face aux revendications de la Marche mondiale des femmes 2010 ou la répression exercée contre le mouvement étudiant de 2012 (printemps érable) montrent bien le discrédit qui pèse sur les porteuses et porteurs du rêve d'un autre monde possible. Et le traitement médiatique rachitique entourant les mobilisations touchant la lutte à la pauvreté montre bien le parti pris des grands médias à la solde des pouvoirs dominants.

⁸ R. Petrella, Désir d'humanité, Le droit de rêver, Éd. Écosociété, 2002, p. 22-23.



«Tout ce qui n'est pas accepté ou est considéré inacceptable par les dominants est systématiquement étiqueté de rêverie, d'irréalisme, d'impraticabilité »⁹ Seules les solutions des «lucides» sont acceptables, les solidaires en sont réduits à être des «pelleteux de nuages» puisque leurs propositions ne cadrent pas dans l'étroit balisage idéologique du capitalisme néolibéral. Cela confronte l'urgence de garantir la libre circulation des idées dans nos médias comme dans toutes les sphères de la société.

Et pourtant, comme le disait si bien la déclaration des mouvements sociaux du Forum social québécois en 2008 : « C'est vrai que nous sommes des rêveurs parce que nous croyons que le rêve est un service essentiel, qu'un peuple doit voir plus grand que la logique comptable et la pensée marchande, qu'un autre monde est possible et que les grandes idées pourront toujours rassembler les humains et les pousser à donner le meilleur d'eux-mêmes. »

C'est pourquoi il est si important de résister aux dogmes du néolibéralisme qui nous enferment dans la fatalité et l'impuissance d'une « société malade des rêves qu'elle n'a plus ». Redonnons-nous la légitimité de proposer un projet de société mobilisateur et novateur. Nous sommes responsables, collectivement et dès maintenant, de faire advenir nos rêves. Rêvons d'un autre monde possible et, comme le disait Gandhi, soyons nous-mêmes le changement que nous voulons voir dans le monde» !

Louise Lafortune

⁹ R. Petrella, Désir d'humanité, Le droit de rêver, éd. Écosociété, 2002, p. 24

